Contenu de la Conférence de J.M. Onfray

L’Enjeu de la Redistribution Financière : des Impôts pour quoi faire ?

L’éthique sociale se définit par l’être ensemble des chrétiens, des hommes. On réfléchit plus sur le sens des choses que sur l’aspect technique ; dans la théorie libérale, chacun ne paie que pour ce qui le concerne. Dans une théorie plus sociale, il y a une prise en charge d’un certain nombre de réalités sociales par le biais de l’impôt. Ce sont les impôts directs qui font la cohésion sociale.

1/ Quelques définitions sur l’impôt :

L’impôt est une prestation pécuniaire, le plus souvent en argent, requise des particuliers par voie d’autorité à titre définitif et sans contrepartie ; un niveau de vie est ainsi rendu possible pour tous ; l’impôt est appelé par l’autorité démocratique élue. Il est perçu par l’Etat et les collectivités territoriales. Il y a d’autres recettes fiscales comme les redevances liées à une contrepartie et des recettes non fiscales comme les amendes. Prélever tous ces impôts indirects, directs et les cotisations sociales, c’est prendre les moyens d’un vivre – ensemble.

2/ A quelles conditions y – a – t – il un vivre ensemble ? Quels sont les enjeux ?

L’enjeu est de se dire : comment l’Etat prend les moyens de satisfaire au mieux ce vivre – ensemble ?

Dans les sociétés qui se sédentarisaient, on sacrifiait une partie de ses revenus (les prémices) pour se ménager les bons auspices, afin d’être protégés par les dieux ; il y avait aussi les cowboys pour nous défendre de toutes les agressions. En raison de la contribution versée pour les clercs et les militaires, l’impôt revêtait un côté injuste, car il est prélevé sur le produit de notre travail.

La déclaration des Droits de l’Homme de 1789 souligne quelques grands principes :

* La garantie de l’impôt nécessite une force publique.
* Cela suppose une contribution également répartie.
* Un droit de regard sur l’assiette et la redistribution est nécessaire.
* Il y a lieu de demander des comptes à l’Administration.

La cohésion sociale demande beaucoup d’argent pour des gens qui ne seront pas productifs. D’après certains défenseurs de la théorie libérale, les fonctionnaires, improductifs, mangeraient l’argent de ceux qui travaillent !

Quel est le prix à payer pour une cohésion sociale ?

3/ Une politique fiscale pour l’amélioration du vivre – ensemble.

La politique fiscale, c’est la gestion de la cité avec des moyens en hommes et donc des moyens financiers. Il faut avoir la politique de son désir de paix sociale. Certains voudraient restreindre et faire l’économie des moyens. Les financiers, en effet, sont très intéressés par le fait qu’il y ait des dettes, car cela rapporte de l’argent à la banque. Pour que le bien commun soit possible, la règle de l’impôt est celle de la non – affectation. Cette société pour laquelle je travaille, c’est pour le bien commun dont nous portons le souci pour plus de cohésion, de justice, de paix. L’impôt solidarité est le moyen financier qui va nous permettre d’entretenir la cohésion sociale. Outre les fonctions régaliennes que sont la justice, la police, la défense, la politique fiscale inclut aussi des choix en matière d’éducation, de santé…Elle va consister encore à faire des économies, elle doit rechercher une efficacité dans les rentrées financières. Elle doit être une politique de justice. Il faut discuter et réfléchir les priorités afin de faire des choix, en fonction de la capacité contributive de chacun. Tirer parti des niches fiscales, c’est retirer à la collectivité ce dont elle a besoin. Quelles sont les priorités pour notre société aujourd’hui ? Une recherche d’équilibre est nécessaire, car trop d’impôt tue l’impôt.

4/ Une distribution fiscale pour une société juste

Si la fiscalité joue un rôle incitatif, elle doit réguler en termes de redistribution. Sur qui faut – il prendre pour permettre une meilleure cohésion sociale ? Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres et nombreux ( Plus de 8 millions en France ) ! Jusqu’à quel point une société aussi inéquitable peut – elle exister ? Le vivre – ensemble est tout ce travail de justice sociale, de redistribution pour limiter les inégalités, afin de faire porter à ceux qui ont plus, en vue d’aider ceux qui ont moins. La redistribution est à la fois verticale et horizontale.

Avec la mutualisation, on est bien dans un système de cohésion sociale. La dépendance, c’est reconnaître que l’homme a besoin de l’autre et qu’on ne se tire pas tout seul. Ce n’est pas chacun sa m….

Réflexion sur une société juste :

Quelle société allez – vous nous laisser, disent les jeunes ? Il va nous falloir penser autrement une société juste ou les enfants hériteront des dettes de leurs parents. Nous sommes responsables devant nos descendants. Comment, dans un chômage de masse en augmentation, la cohésion sociale va nous permettre d’entretenir le lien social ? Comment on va traiter la dépendance, la médecine à deux vitesses ? Comment chacun acceptera – t – il d’être handicapé pour porter l’autre ? Comment vais – je rentrer dans une démarche pour un autre mode de vie ?

5/ Travail en carrefours sur 3 questions :

Qu’en Pensez – Vous ?

* On paie toujours trop d’impôts !
* Nous vivons au – dessus de nos moyens !
* Notre mode de vie est – il durable ?

Débats :

Qu’est – ce que je peux faire moi – même sans obligatoirement changer la société ? Je le fais pour moi, c’est essentiel, même si cela ne change pas la face du monde. L’action individuelle a du prix au nom de ma conscience individuelle. «  Il y a des consciences individuelles qui ne changent pas la société mais qui sauvent le monde ». On va être amené à changer nécessairement et ce n’est pas pour autant la désespérance. C’est douloureux de payer des impôts, mais c’est essentiel ; c’est peut – être parce que cela est douloureux que c’est important. Objection : il n’y a aucune raison pour que l’Etat m’oblige à être solidaire ! Sans doute faut – il mourir à certaines valeurs pour en choisir d’autres. Il y a des choses qui ne se monnaient pas, qui sont plus importantes que le fric. L’homme n’a pas que des besoins financiers, il a besoin de valeurs spirituelles.

Pour conclure, Jean XXIII n’écrivait – il pas en 1961 : «  l’homme est le fondement, la cause et la fin de toutes les institutions sociales. »